

La fin des illusions réformistes!

Avec la Loi El Khomri, la classe ouvrière et l'ensemble des couches populaires ont compris que la bourgeoisie française était décidée à faire face à la crise en faisant reculer le droit social sans fixer la moindre limite à ce recul.

C'est simplement ce que confirme le « nouveau » pouvoir de Macron, en allant encore beaucoup plus loin dans cette destruction systématique, avec ses « ordonnances » pour une potion socialement mortelle.

Après la première lutte perdue contre la Loi El Khomri, la résistance contre les « ordonnances » ne parvient pas à trouver un second souffle, et pour cause... Les processions syndicales à répétition ne font plus recette et montrent la désillusion du prolétariat quant au « réalisme » des revendications réformistes. Ne rien lâcher, réduire encore plus le « coût » du travail humain, c'est une nécessité absolue pour la survie du capital en crise, désormais.

Le discours actuel des syndicats, même « radicalement » réformiste, genre « front social », n'est plus crédible. Malgré l'échec de la lutte anti-El Khomri, l'abstention massive aux élections avait déjà encore davantage marqué le « désenchantement » populaire vis à vis de la classe politique, y compris « de gauche »...

Répondre aux besoins sociaux populaires implique le développement d'un appareil productif industriel approprié. Hors celui-ci a disparu déjà depuis longtemps, en France, démantelé et délocalisé au profit des capitaux financiers circulant dans les zones à moindre coût de main-d'œuvre, et notamment en Chine.

Les industries européennes survivantes, à forte valeur technologique ajoutée, ont été concentrées en Allemagne, pour plus de rentabilité et de docilité de la main-d'œuvre. La bourgeoisie française se positionne dans la mondialisation comme plaque tournante de capitaux financiers, et non comme créatrice d'emploi productifs sur son propre sol, voué aux « petits boulots » de services, au tourisme, aux rares productions de luxe qui n'intéressent que sa propre classe et ses affidés.

La reconstruction d'un tissu économique et social digne de ce nom n'intéresse aucune de ses factions, et il n'y a que la petite-bourgeoisie en voie de paupérisation qui tente d'entretenir l'illusion de la reconstitution d'un capitalisme « national », « productif français », etc...

Reconstruire un tissu économique et social capable de répondre aux besoins sociaux réels du prolétariat et des couches populaires, cela ne peut être que l'œuvre du prolétariat lui-même, en alliance avec les couches populaires. La petite-bourgeoisie idéaliste « sociale », « progressiste », « écologiste », etc... devra choisir entre ses vaines illusions, qui mènent à la capitulation, et le camp de l'unité prolétarienne.

A l'occasion du centenaire de la Révolution d'Octobre, ce que la petite-bourgeoisie, comme la grande, tente de dissimuler à tout prix, aussi bien derrière ses calomnies habituelles répétées à l'envie que par ses pseudo- « études universitaires », c'est la formidable productivité que le socialisme prolétarien a engendré en URSS, lui permettant, en moins de 20 ans, de se reconstruire entièrement et de se développer au point de résister à l'Allemagne nazie, alors au top de la puissance industrielle en Europe, et de la vaincre.

Et cela sans aucune des conditions actuelles permettant, avec les progrès technologiques, à la fois une gestion rationnelle, et une gestion démocratique, participative, interactive, et donc équilibrée entre les besoins sociaux réels, qu'il est désormais plus facile de cerner, et les forces productives nécessaires, qu'il est désormais également plus facile d'adapter.

Encore faut-il en avoir la volonté politique, et elle ne peut émaner que du prolétariat lui-même, ce qui implique une refondation totale de son organisation politique, qui reste à recréer, dans cette perspective sociale et politique prolétarienne, la seule viable, en réalité.

POUR DÉBATTRE D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE A LA CRISE!

Avec la crise, Les besoins sociaux les plus élémentaires d'une part croissante de la population ne sont plus satisfaits, alors que prolifèrent les services et productions superfétatoires et de luxe, gaspillant les ressources de la planète. Rendre aux forces productives vives leur fonction sociale première, c'est l'exigence de l'heure! Dans ce but, il est nécessaire de rendre à chacun le pouvoir de s'y impliquer, en y participant par son travail, afin de recevoir en échange la juste part qui lui en revient, pour soi-même et sa famille.

8 points du débat de fond :

__1__ Refonte complète des institutions politiques et de l'état, en donnant tout le pouvoir aux travailleurs, qui doivent être représentés par eux-mêmes et avoir le droit de révoquer leurs élus. Donner à la démocratie prolétarienne la direction de l'économie.

Électivité et révocabilité du personnel de l'appareil d'état (police, armée, justice, responsables administratifs).

Élus politiques, cadres et officiers, dont le salaire est ramené au salaire des ouvriers et ouvriers qualifiés, selon grade et responsabilités. (Fourchette de 1 à 3)

__2__ Créer un nouvel équilibre économique où les forces productives sont employées pour répondre aux besoins sociaux réels, et non à l'accumulation du capital. Cela seulement rendra possible le partage du travail entre tous, éliminant ainsi le chômage et la précarité.

L'avenir du mouvement social n'existe donc concrètement qu'autour des revendications pour un tel partage véritablement socialiste prolétarien du travail, impliquant la socialisation des moyens de production et des services essentiels.

__3__ Recensement des besoins sociaux urgents actuellement non satisfaits, notamment en matière de logement et de santé.

__4__ Recensement des forces productives disponibles et nécessaires à développer pour satisfaire ces besoins réels.

__5__ Redéfinition d'un budget en équilibre, en base valeur-travail, entre ces forces productives et ces besoins.

__6__ Redéfinition, dans cet équilibre, de la durée moyenne hebdomadaire de travail, nécessaire pour atteindre cet objectif.

__7__ Réajustement, dans le cadre de cet équilibre, du SMIC à un niveau permettant d'accéder au moins à la satisfaction pour tous des besoins sociaux essentiels, notamment en matière de logement, éducation, culture, sport, etc...

__8__ Prise en compte, dans cet équilibre, de l'effort collectif nécessaire aux objectifs de sécurité, de développement social et de solidarité.

TRIBUNE MARXISTE-LÉNINISTE

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/>

tml-info@laposte.net